

BIBLIOTHEQUE

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

INSTRUCTION N° 67-114 - B - M

du 12 Décembre 1967

CLASSEMENT

B - M

DIRECTION

DE LA

COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAUX C 3, C 1, D 3,
D 4, E 2, D 1

Numéros dans les séries spéciales :

1639 TM - 203 BA

68-69-M du 10/5/68 AVR. 1973

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° 79-401 B M du 26-6-79
n° 80-456 B M du 24-11-80
n° 81-201 B M du 14-11-81
n° 82-262 B M du 20-12-82
n° 83-255 B M du 22-11-83
Celle instruction a été abrogée par l'instruction
n° 84-278 B M du 6/12/84

CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE (PRÉFON)

MODALITES DE RETENUE DES COTISATIONS SUR LES REMUNERATIONS DES AFFILIES

Par lettres collectives n° 81 M et 88 M des 1^{er} juin et 27 novembre 1967, reproduites ci-après en annexes, le Ministre d'Etat chargé de la Fonction publique et le Ministre de l'Economie et des Finances ont informé les Ministres et Secrétaires d'Etat des conditions dans lesquelles sera assuré, par voie de retenue sur les rémunérations, le recouvrement des cotisations dues par les personnels affiliés au régime de retraite complémentaire institué à l'initiative de la Caisse nationale de prévoyance de la Fonction publique (Préfon).

Ces textes appellent, en ce qui concerne l'intervention des comptables assignataires, les précisions suivantes :

I. — Champ d'application de la procédure de la retenue.

La lettre collective du 1^{er} juin 1967 indique, notamment, que la procédure de la retenue s'applique aux « ouvriers à salaire mensuel », et, d'autre part, qu'elle est limitée aux agents exerçant leur activité en métropole ou dans les départements d'outre-mer.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	ES	DS	IS	SIA	RF
P	TAC	BA	EPA	EPI	ACT	AET	TGE	PA
UF	CCM	ASR	HLM	VIL	RIC	TCE	ASA	

DIFFUSION

G

45

INSTRUCTION
N° 67-114 - B - M
du
12 décemb. 1967.

Par « ouvrier à salaire mensuel », il convient d'entendre les ouvriers dont le salaire est calculé sur une base mensuelle, indiciaire ou autre, et payé une fois par mois ; sont donc exclus les ouvriers à salaire horaire percevant leur rémunération par quinzaine.

Par ailleurs, la procédure de la retenue est étendue aux personnels en activité à l'étranger, dont les traitements sont assignés, en totalité ou en partie, sur un comptable supérieur métropolitain. En revanche, demeurent exclus de cette procédure les personnels en activité dans les territoires d'outre-mer, et ceux en activité à l'étranger, mais dont le traitement est payé sur place.

Il est précisé que cette procédure ne s'applique pas aux cotisations de rachat.

II. — Délai de prise en compte de la demande de retenue.

Il est indiqué que la demande de retenue prend effet le troisième mois suivant celui de sa réception par l'administration dont relève l'intéressé, et, au plus tôt, le 1^{er} janvier 1968. Bien entendu, ce délai, prévu à l'origine pour laisser aux services gestionnaires le temps de prendre en charge les affiliés de la Préfon, n'est pas impératif. Dans la mesure où les possibilités du service le permettent, et sous réserve de respecter la date limite du 1^{er} janvier 1968, il n'est pas interdit aux administrations de donner un effet immédiat aux demandes qu'elles reçoivent.

III. — Etat nominatif des retenues.

La lettre collective du 1^{er} juin 1967 indique au point 4 que les retenues sont récapitulées sur un état nominatif. Il est précisé que cet état se présente sous la forme du « bordereau des cotisations » dont le modèle est donné par la lettre collective du 27 novembre 1967. Ce document, établi annuellement, est adressé directement à la Préfon et n'a pas, par conséquent, à transiter par le comptable assignataire.

IV. — Dispositions comptables.

a) PERSONNELS DE L'ETAT RELEVANT DU BUDGET GÉNÉRAL

Les cotisations retenues sur les rémunérations de ces personnels sont imputées au compte 28-001 « Recettes à transférer à l'Agent Comptable central du Trésor p/c Caisse des Dépôts et Consignations », et, dans les écritures du préposé de la Caisse des Dépôts et Consignations, au compte 5865 « Caisse nationale de prévoyance de la Fonction publique (Préfon) ».

Les sommes correspondantes sont transférées à l'Agent Comptable central du Trésor en observant les procédures actuellement en vigueur.

b) PERSONNELS DE L'ETAT RELEVANT DES BUDGETS ANNEXES

Les Agents comptables des budgets annexes, à l'exception de celui des Postes et Télécommunications, adressent, à la fin de chaque mois, à l'Agent comptable central du Trésor, une notification et un avis de crédit du montant des cotisations retenues par leurs soins. Dans ses écritures, l'Agent comptable central du Trésor débite, à due concurrence, le compte de mouvement de fonds de chacun de ces budgets annexes, et crédite le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations. L'avis de crédit correspondant est envoyé à cet établissement.

En ce qui concerne le budget annexe des Postes et Télécommunications, chaque Chef de centre régional de comptabilité verse mensuellement au Trésorier-Payeur Général de la résidence du centre régional de comptabilité, suivant la procédure des mouvements de fonds et règlements entre comptables du Trésor et comptables des Postes, les cotisations destinées à la Préfon. Le Chef de centre régional de comptabilité de Paris effectue son versement dans les mêmes conditions à la Paierie Générale de la Seine. Le comptable supérieur inscrit le montant des sommes qu'il a ainsi reçues au compte 28-001, et en opère le transfert à l'Agent comptable central du Trésor (cf. ci-dessus a, Personnels de l'Etat relevant du budget général).

c) PERSONNELS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS NATIONAUX

Les établissements publics nationaux ayant un compte de dépôt de fonds au Trésor invitent le comptable teneur du compte à débiter leur compte du montant des cotisations retenues, et lui adressent l'avis de crédit qui sera transmis à l'organisme collecteur. S'il s'agit d'un comptable centralisateur, les sommes sont portées au crédit du compte 28-001, et transférées à la Caisse des Dépôts et Consignations (cf. ci-dessus a). S'il s'agit d'un comptable non centralisateur, celui-ci transfère les cotisations au comptable centralisateur dont il relève, suivant les modalités retenues en matière de recettes perçues pour le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations (instruction n° 65-103-R-B-K-S du 20 décembre 1965).

Les établissements ne disposant pas d'un compte de dépôt de fonds au Trésor créditent directement la Caisse des Dépôts et Consignations.

d) PERSONNELS DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE LEURS ÉTABLISSEMENTS

Les comptables centralisateurs, chargés de la gestion des départements et des établissements départementaux, se conforment aux dispositions qui précèdent (§ c).

Les receveurs des communes et des établissements publics locaux font parvenir au comptable centralisateur avec lequel ils sont en relation, les cotisations Préfon prélevées sur les rémunérations des agents, en utilisant les avis de crédit établis mensuellement au titre du compte 5865 « Caisse nationale de prévoyance de la Fonction publique, Préfon » ouvert par la Caisse des Dépôts et Consignations, et en appliquant les dispositions de l'instruction n° 60-174-M du 10 novembre 1960.

Le comptable centralisateur impute ces versements dans ses écritures au compte 28-001, et en assure le transfert à la Caisse des Dépôts et Consignations.

V. — Dispositions fiscales.

Le projet de loi de finances pour 1968, adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale, contient une disposition en vertu de laquelle les cotisations afférentes au régime de retraite complémentaire institué par la Préfon sont déductibles du montant brut des traitements et salaires.

Si cette mesure est adoptée en définitive par le Parlement, les services devront en tenir compte lors de l'établissement des bulletins de paie.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
et par délégation du Ministre :

Le Chef de Service,
JEAN FARGE.

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

10/20/1914

MINISTERE D'ETAT CHARGE
DE LA FONCTION PUBLIQUE

FP/684

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

CD - 1958
L/C 81 M

ANNEXE N° 1
à l'instruction n° 67-114 - B M
du 12 décembre 1967.

INSTRUCTION
N° 67-114 - B - M
du
12 décemb. 1967.

Paris, le 1^{er} juin 1967.

LE MINISTRE D'ETAT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ETAT

La Caisse Nationale de Prévoyance de la Fonction Publique (PREFON), association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, offre aux fonctionnaires et assimilés la possibilité de bénéficier d'un régime de retraite complémentaire. A cet effet, elle vient de passer une convention avec la Caisse Nationale de Prévoyance gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations. Les opérations prévues par cette convention sont réassurées dans une large proportion par un groupe de sociétés nationales d'assurances.

Le Gouvernement a décidé que les cotisations dues par les affiliés à la PREFON pourraient être retenues chaque mois sur leurs rémunérations. Cette décision sera appliquée à compter du 1^{er} janvier 1968 dans les conditions suivantes :

1. Cette mesure concerne les personnels civils et militaires (titulaires, auxiliaires, ouvriers à salaire mensuel, contractuels, temporaires et stagiaires) de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics à caractère administratif et des établissements publics à caractère industriel ou commercial, dotés d'un agent comptable. Elle est toutefois limitée aux agents exerçant leur activité en Métropole ou dans les départements d'outre-mer.
2. La retenue ne peut être exercée que sur demande expresse de chaque affilié, adressée à l'Administration dont il relève, et conforme au modèle ci-annexé.

Cette demande demeure valable pour toute la durée du contrat souscrit par l'adhérent de la PREFON, sauf dénonciation de sa part avec préavis de 3 mois.

En cas de mutation de l'intéressé, sa demande est transmise par le service qui la détient au nouveau service gestionnaire.

La retenue cesse d'être effectuée lorsque l'agent perd son droit à rémunération totale ou partielle par suite, par exemple, de mise en disponibilité sans traitement, ou en position spéciale dite « sous les drapeaux ». Il en est de même lorsque l'adhérent est placé en service détaché dans un organisme autre que ceux visés au 1.

3. Les cotisations annuelles faisant l'objet de la retenue sont réparties en 9 classes allant de 120 à 960 F :

Classe	Cotisation annuelle
I	120 F.
II	180 —
III	240 —
IV	300 —
V	360 —
VI	480 —
VII	600 —
VIII	720 —
IX	960 —

Le régime comporte une 10^e classe à 1.200 F, hors retenue.

En cas de modification de ces taux, les nouveaux taux seront, au mois de septembre de l'année considérée, portés par la Prefon à la connaissance du Ministère d'Etat chargé de la Fonction Publique (Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique) et du Ministère de l'Economie et des Finances (Direction de la Comptabilité publique) qui en informeront les ministres intéressés. Les comptables assignataires en recevront également notification pour application sur la rémunération du mois de janvier de l'année suivante.

D'autre part, chaque affilié a la faculté en cours de contrat de choisir une autre classe de cotisation. Ce changement, comme le prévoit le modèle de demandé, doit être porté à la connaissance de l'Administration dans le courant du mois de septembre, pour recevoir application à partir du mois de janvier suivant et au minimum pendant l'année entière.

4. Du point de vue comptable, les retenues seront exercées :

- en ce qui concerne les agents de l'Etat et établissements publics nationaux, conformément aux dispositions de l'instruction de M. le Secrétaire d'Etat aux Finances du 18 septembre 1961 relative à l'unification des imprimés à utiliser pour le mandatement des dépenses de l'Etat (*Journal officiel* du 5 octobre, p. 9096).
- en ce qui concerne les agents des collectivités et établissements publics locaux, dans les conditions prescrites par les instructions propres à ces collectivités et établissements.

Les retenues seront désignées sur les ordonnances, mandats, bordereaux et bulletins de paie sous le code alphabétique P. Elles seront récapitulées sur un état nominatif.

Après vérification des mandatements dans les conditions habituelles, le comptable assignataire virera les retenues opérées au compte ouvert au nom de la PREFON dans les écritures de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Lorsque la paie des personnels est assurée dans les conditions fixées par le décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 (*Journal officiel* du 6 octobre, page 8835), relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations et de leurs accessoires servis à des fonctions et agents des services civils de l'Etat, il appartient au service gestionnaire des personnels intéressés de porter cette retenue à la connaissance du Trésorier-Payeur Général liquidateur des traitements, suivant la procédure décrite dans l'Instruction de M. le Secrétaire d'Etat au Budget en date du 31 juillet 1963.

Des instructions ultérieures préciseront les modalités d'établissement et de présentation des états nominatifs.

Messieurs les Ministres et Secrétaires d'Etat sont invités à donner toutes instructions utiles aux services, établissements publics et collectivités locales relevant de leur autorité ou soumis à leur tutelle en vue de la mise en œuvre de la procédure ainsi définie.

Le Ministre d'Etat chargé de la Fonction Publique,
EDMOND MICHELET.

Le Ministre de l'Economie et des Finances,
MICHEL DEBRÉ.

INSTRUCTION
N° 67-114 - B - M
du
12 décemb. 1967.

**Recouvrement des cotisations dues à la Caisse nationale de prévoyance
de la fonction publique (Préfon).**

Je soussigné (e) (Nom, Prénoms)
né (e) le
domicilié (e) à
exerçant les fonctions de
à (indication de l'Administration)

demande que soient retenues d'office, chaque mois, sur ma rémunération, et versées
au compte ouvert au nom de la Préfon dans les écritures de la Caisse des Dépôts
et Consignations, les cotisations dont je suis redevable en qualité d'affilié.

Le montant de ma cotisation est celui fixé pour la classe n° et s'élève,
au titre de la présente année, à F par mois.

Cette demande prendra effet le troisième mois suivant celui de sa réception
par l'Administration dont je relève — et au plus tôt le 1^{er} janvier 1968. Elle
demeurera valable, sauf si je perds mon droit à rémunération totale ou partielle,
pour toute la durée du contrat avec la Préfon.

Je m'engage :

- à demander par écrit la cessation des retenues trois mois avant la date d'effet
de cette cessation ;
- à indiquer, le cas échéant, par écrit dans le courant du mois de septembre,
les modifications de classe affectant le taux de ma cotisation à partir du mois
de janvier de l'année suivante ;
- à renoncer directement, ou par l'intermédiaire de la Préfon, à tout recours ou
action contre l'Administration dans le cas où une décision de justice l'obligerait
à cesser les retenues pour quelque motif que ce soit.

Fait à, le

Signature :

MINISTERE D'ETAT
CHARGE
DE LA FONCTION PUBLIQUE

ANNEXE N° 2
à l'instruction n° 67-114-B-M
du 12 décembre 1967.

INSTRUCTION
N° 67-114 - B - M
du
12 décemb. 1967.

FP - 916

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Paris, le 27 novembre 1967.

DIRECTION
DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

CD - 3810
L/C 88 M

LE MINISTRE D'ETAT
CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE

ET

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ETAT

La lettre collective FP 884 et CD-1958 L/C 81 M du 1^{er} juin 1967 a informé Messieurs des Ministres et Secrétaires d'Etat des conditions dans lesquelles les cotisations dues par les personnels affiliés au régime de retraites complémentaires institué par la Caisse nationale de prévoyance de la Fonction publique (PREFON) pourraient, à compter du 1^{er} janvier 1968, être retenues chaque mois sur leurs rémunérations.

La présente lettre a pour objet d'apporter des précisions sur les points suivants :

1. Les cotisations retenues sur les traitements et salaires seront récapitulées par les Administrations dont relèvent les affiliés (ou les Trésoriers-Payeurs Généraux, liquidateurs des traitements, dans le cas d'application du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965) sur un « bordereau des cotisations » conforme au modèle ci-annexé. Ce document devra être établi annuellement selon les indications figurant à la première page, et sera adressé à la PREFON, 95, rue de Courcelles, Paris (17^e). Les imprimés nécessaires devront être demandés à cette association ; toutefois, les bordereaux pourront être établis par des procédés mécanographiques ou électroniques, sous réserve que soit respectée la présentation du modèle.
2. Le montant des cotisations retenues au profit de la PREFON sera porté au compte ouvert dans les écritures de la Caisse des Dépôts et consignations, sous le n° 5865 : « Caisse nationale de Prévoyance de la Fonction publique (PREFON) ».
3. Il sera établi chaque année, pour chaque affilié, le bulletin de situation indiquant le nombre de points correspondant aux versements effectués au cours de l'année écoulée. Ces bulletins seront adressés aux services liquidateurs des rémunérations, qui les feront parvenir aux intéressés en même temps que le bulletin de paie du mois considéré.
4. Les avis de crédit établis mensuellement concernant le compte n° 5865 devront comporter le numéro I.N.S.E.E. d'employeur qui figurera sur le « bordereau des cotisations » visé au 1 ci-dessus.

INSTRUCTION
N° 67-114 - B - M
du
12 décemb. 1967.

— 10 —

Messieurs les Ministres et Secrétaires d'Etat sont invités à porter ces indications complémentaires à la connaissance des services, établissements publics et collectivités locales relevant de leur autorité ou soumis à leur tutelle.

Pour le Ministre d'Etat chargé de la Fonction Publique :

Le Directeur du Cabinet,

A. BROS.

Le Ministre de l'Economie et des Finances,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

A. DUPONT-FAUVILLE.

ANNEXE A LA LETTRE N° CD 3810 L/C 88 M DU 27 NOVEMBRE 1967.

**CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE
PREFON**

Bordereau des cotisations.

Retenues sur les traitements et salaires payés au titre de l'année 19...

Désignation de l'administration :

- Nom :
— Adresse :
— Indice (N° I. N. S. E. E. d'employeur)

ACTIVITE	DEPART.	COMMUNE	EX.	N° D'ORDRE

Cet indice doit être reporté sur les avis de crédit mensuels destinés à la Préfon.

RECOMMANDATIONS IMPORTANTES

Pour l'établissement de ce bordereau, destiné à une exploitation mécanographique, il convient de tenir compte des observations ci-après :

- colonne 1 : Numéro d'identification I.N.S.E.E. de l'affilié. — MENTION OBLIGATOIRE. Ce numéro de treize chiffres est adopté par le régime général de la Sécurité sociale.
- colonne 2 : Ecrire le nom en LETTRES CAPITALES.
- colonne 3 : Ecrire le prénom usuel.
- colonne 4 : Pour les femmes mariées et les veuves, inscrire le nom de jeune fille.
- colonne 5 : Indiquer le numéro de la classe choisie (obligatoirement compris entre 1 et 9) pour l'année considérée.
- colonne 6 : Préciser le nombre des retenues effectuées dans l'année (de 01 à 12).
- colonne 7 : Indiquer le dernier mois qui a donné lieu à une retenue (de 01 à 12).
- colonne 8 : Porter le montant total des sommes qui ont été retenues dans l'année.
- colonne 9 : Indiquer, s'il y a lieu, les événements qui ont pu affecter l'exercice de la retenue.

DERNIÈRE PAGE (à ne remplir qu'une seule fois pour l'ensemble des bordereaux) :

- relevé des avis de crédit mensuels émis au profit de la PREFON et correspondant au total général porté sur le dernier bordereau.
- DATE, SIGNATURE et CACHET de l'Administration ou du service liquidateur des rémunérations.

Ce document doit être adressé avant le 1^{er} mars qui suit l'année au cours de laquelle les retenues ont été effectuées à :

PREFON

95, rue de Courcelles, Paris (17°).

DERNIER MOIS
ayant donné lieu
à retenue.

7

TOTAL
des sommes
retenues.
8

9

Francs.

Total à reporter.....

Relevé des versements effectués en 19 .

AU TITRE du mois de	MONTANT	AU TITRE du mois de	MONTANT
Janvier.		Juillet.	
Février.		Août.	
Mars.		Septembre.	
Avril.		Octobre.	
Mai.		Novembre.	
Juin.		Décembre.	

Total.....

--	--

Certifié exact :

A, le

Le